

Synthèse

L'objectif du gouvernement pour la Présidence de l'Union européenne fut de mener une Présidence efficace, ouverte, axée sur les résultats, dans l'intérêt de l'Europe tout entière, qui fasse progresser les questions de fond communes de l'UE ainsi que les priorités de la Suède.

La Présidence suédoise a en outre représenté l'UE dans ses relations avec les pays tiers, contribuant ainsi à renforcer le rôle de l'UE en tant qu'acteur mondial. Durant la Présidence, le gouvernement a pu affirmer son ambition d'appartenir au noyau de l'UE, renforçant ainsi le rôle de la Suède au sein de l'Union européenne. Il importe de préserver cette position dans les actions à venir.

La Présidence suédoise a eu lieu durant une période mouvementée de la coopération européenne. Les travaux de préparation de la Présidence au sein des Services du gouvernement ont été initiés de façon significative en 2007. Les travaux de planification tenaient compte, d'une part, de l'installation d'un nouveau Parlement européen suite aux élections de juin 2009, et d'autre part, du fait que le mandat de la Commission en place devait s'achever durant l'automne et qu'une nouvelle serait désignée. En outre, des incertitudes régnaient quant à l'éventuelle entrée en vigueur du traité de Lisbonne. À cela s'ajoutait le fait que des questions de fond majeures arrivaient à un tournant décisif durant la Présidence suédoise, en particulier concernant les travaux de l'UE en vue de la conférence internationale de Copenhague sur le climat, en décembre 2009, ainsi que le suivi de la crise financière et économique. La planification de la Présidence exigeait donc une grande flexibilité afin de pouvoir gérer à la fois les questions institutionnelles et les enjeux que la crise financière et économique et la question climatique constituaient.

La Suède a fait partie d'un trio aux côtés de la France (pays exerçant la Présidence à l'automne 2008) et de la République tchèque (pays exerçant la Présidence au printemps 2009). Le programme commun de 18 mois a globalement été conçu de manière équilibrée tout en tenant pleinement compte des intérêts suédois. Ceci a permis de renforcer la continuité des travaux de l'UE et de la Présidence suédoise.

Les travaux relatifs au programme suédois de 6 mois et aux priorités suédoises ont été initiés en 2008 et se sont intensifiés en 2009. Les deux ambitions majeures du gouvernement étaient que l'UE continue de prendre ses responsabilités vis-à-vis de la menace climatique et qu'elle sorte renforcée de la crise économique. D'autres priorités dominantes étaient que l'UE continue d'évoluer vers une Europe plus sûre et plus ouverte par l'adoption d'un programme de Stockholm qui soit ambitieux, que l'UE adopte une stratégie spécifique pour la mer Baltique, enfin, que le rôle de l'UE en tant qu'acteur mondial soit renforcé et que des progrès soient accomplis en ce qui concerne le processus d'élargissement. Les questions institutionnelles étaient d'un ordre tout aussi important, une ratification du traité de Lisbonne par l'ensemble des États-membres impliquant que celui-ci soit lancé en bonne et due forme et qu'il soit appliqué avec souplesse et efficacité dès le début.

Lors de la Présidence suédoise, un travail considérable a été effectué permettant de préparer, dans la pratique, l'entrée en vigueur du *traité de Lisbonne*. En septembre 2009, José Manuel Barroso a été reconduit à la présidence de la Commission européenne. Le 2 octobre, les Irlandais ont voté oui au traité. Après que les États-membres se sont mis d'accord, lors du Conseil européen des 29 et 30 octobre, sur une clarification de l'application de la Charte des droits fondamentaux, le président tchèque Václav Klaus a signé la ratification du traité de Lisbonne. Lors d'un sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement, le 19 novembre, un accord politique a été conclu sur la nomination de Herman van Rompuy au poste de Président du Conseil européen, pour une période de deux ans et demi, et sur celle de Catherine Ashton, au poste de Haute représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, pour une période de cinq ans. Toutes les préparations pouvaient désormais être finalisées en vue de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, le 1er décembre 2009.

Dans le domaine *des questions climatiques*, la Présidence suédoise s'est distinguée, aussi bien dans les travaux de préparation que dans leur mise en œuvre, par son rôle de leader de l'UE lors de la conférence des parties de la Convention des Nations Unies sur le climat, à Copenhague, en décembre 2009. Les travaux relatifs aux questions climatiques ont été initiés en juillet 2009 par une réunion informelle des ministres de l'environnement. Des travaux intensifs y ont fait suite lors du Conseil Environnement, du Conseil Ecofin et du Conseil européen afin de définir la position de l'UE. Une position forte de l'UE a été adoptée lors du Conseil Environnement en octobre, laquelle a été arrêtée et clarifiée par le Conseil européen des 29 et 30 octobre. Le Conseil européen a également adopté des conclusions sur le financement climatique et s'est rangé derrière les estimations de la Commission chiffrant le besoin total de financement des mesures climatiques dans les pays en développement à environ 100 milliards d'euros annuels en 2020, ainsi que l'estimation faite qu'entre 22 et 50 milliards d'euros par an devraient provenir de financements publics internationaux. Un Conseil « Environnement » extraordinaire a eu lieu le 23 novembre afin de préparer les ministres de l'environnement aux négociations de Copenhague. Lors du Conseil européen des 10 et 11 décembre, l'UE s'est engagée à contribuer à hauteur de 2,4 milliards d'euros par an pendant la période de 2010 à 2012 pour un financement à mise en œuvre rapide en faveur de mesures d'adaptation aux effets du changement climatique et de réduction des émissions de CO₂ dans les pays en développement, en particulier dans les pays les plus vulnérables et les moins développés.

Le sommet de Copenhague sur le climat, qui s'est déroulé du 7 au 18 décembre, n'a pas fourni les résultats escomptés par l'UE. L'accord de Copenhague a cependant jeté les bases des travaux à venir. Lors de la réunion des ministres de l'environnement du 22 décembre 2009, les ministres se sont mis d'accord sur le fait que l'UE doit continuer à aspirer à de hautes ambitions et à afficher son leadership dans l'engagement relatif au changement climatique. La Présidence a également invité la Commission à effectuer une analyse des résultats et à présenter des propositions pour la route à suivre.

La Présidence suédoise s'est déroulée dans le sillon de la pire *crise économique* qui ait eu lieu depuis les années 30. Une tâche importante a donc été de gérer le suivi de la crise et de sceller les fondements pour les efforts de croissance de la prochaine décennie. Les travaux ont visé l'élaboration de stratégies permettant la suppression, en temps voulu, de mesures de soutien ayant été mises en œuvre ainsi qu'un accord sur des mesures permettant de renforcer la stabilité et le contrôle du système financier. La nouvelle structure de supervision permettra une meilleure surveillance du secteur financier de l'UE, une harmonisation accrue des domaines de supervision au sein de l'UE ainsi qu'un renforcement des mécanismes permettant de découvrir les risques à temps. Une orientation générale sur les modifications apportées à la directive Solvabilité a également été adoptée. Ces modifications impliquent des règles de solvabilité plus strictes et des exigences réglementaires sur les systèmes de rémunération, y compris les restrictions de bonus.

La Présidence suédoise a élaboré un nouveau programme dans le domaine de la justice et des affaires intérieures pour la période de 2010 à 2014. Ce programme, appelé *programme de Stockholm*, a été adopté par le Conseil européen du 11 décembre 2009. Un plan d'action relatif à la mise en œuvre du programme de Stockholm sera élaboré sous la Présidence espagnole. Un des axes de la Présidence suédoise était, plus clairement qu'auparavant, de mettre l'accent sur les droits des personnes. La Présidence suédoise tenait à garantir le fait que lorsque l'UE, dans les années à venir, prendra des mesures permettant d'accroître la sécurité commune, celles-ci devront être accompagnées d'initiatives renforçant la sécurité juridique et la protection de l'individu. Selon la position du gouvernement, le programme de Stockholm remplit les objectifs fixés.

La stratégie de l'UE pour la région de la mer Baltique a été adoptée lors du Conseil européen des 29 et 30 octobre 2009. Cette stratégie est le résultat d'un travail mené de manière déterminée avant et pendant la Présidence suédoise. Elle se base sur quatre enjeux auxquels fait face la région de la mer Baltique, à savoir, être une région durable sur le plan environnemental, une région en croissance, une région ouverte et attrayante, et finalement, une région sûre. La stratégie de l'UE pour la région de la mer Baltique, qui constitue le premier exemple de stratégie macro-régionale, ouvre de nouvelles possibilités pour une approche transfrontalière fondée sur un contexte macro-régional commun.

L'objectif de la Présidence suédoise était de renforcer le rôle de *l'UE en tant qu'acteur mondial*, présentant un agenda clair pour la paix, le développement, la démocratie et les droits de l'homme. L'ambition était de développer les capacités de l'UE à agir dans les crises internationales, de renforcer la coopération avec des partenaires de poids et de contribuer à des actions coordonnées de l'UE dans les domaines de la politique étrangère et de la sécurité comme dans ceux de la politique commerciale et de la politique de développement. L'objectif de la Présidence était également de contribuer à la poursuite des *avancées dans le processus d'élargissement*.

Les objectifs ont été atteints. Plusieurs pas concrets ont été franchis dans le processus d'élargissement. La coopération avec le voisinage

immédiat de l'UE a été renforcée, en particulier par la mise en œuvre du partenariat oriental, ainsi que la coopération avec plusieurs partenaires majeurs à travers le monde. Durant la Présidence suédoise, les bases ont été jetées concernant les décisions à venir relatives au Service européen pour l'action extérieure, permettant d'offrir de meilleures conditions à la mise en œuvre d'une politique étrangère efficace et unanime. Les résultats obtenus lors de la Présidence suédoise, que ce soit dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité, ou celui de la politique de développement ou de la politique commerciale, témoignent de l'évolution de l'UE comme acteur mondial de plus en plus important. Lors de la Présidence, *des sommets ont été tenus avec le Brésil, l'Inde, la Chine, la Russie, l'Afrique du sud, l'Ukraine et les États-Unis*. Ces sommets ont permis de progresser vers une coopération approfondie entre l'Union européenne et ces pays. Un total d'environ 200 réunions ont eu lieu avec des pays-tiers, dont une cinquantaine au niveau ministériel.

Durant la Présidence, les Services du gouvernement ont organisé un total de *111 réunions et conférences* à travers la Suède. Le déroulement pratique et logistique a suscité la plus grande estime. Le *travail de communication* a misé sur les médias et la toile comme principaux canaux d'échange avec les citoyens. Les mots d'ordre de la communication étaient l'ouverture, la clarté et l'objectivité. Les coûts engendrés par la Présidence se sont restreints aux limites du cadre budgétaire accordé.

La Présidence de l'UE a couvert un grand nombre d'activités. Le compte-rendu ci-dessous ne constitue pas un rapport exhaustif de la Présidence, mais rend compte des travaux majeurs de préparation ainsi que des questions de fond inhérentes aux domaines prioritaires de la Présidence. Pour un compte-rendu plus détaillé des questions de fond durant la Présidence, veuillez consulter le rapport annuel des activités au sein de l'UE 2009 (communication écrite du gouvernement 2009/10:150).